



CHAPITRE 101

CHAPTER 101

Loi constituant en Corporation la ville de Sainte-Foy An Act to incorporate the town of Ste. Foy

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation de la paroisse de Sainte-Foy a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est régie par le Code municipal et que seuls lui sont applicables les articles du dit code concernant les corporations rurales;

Que les dispositions du dit code sont devenues insuffisantes pour la bonne administration du territoire soumis à sa juridiction;

Que sa population est urbaine dans la proportion de quatre-vingt quinze pour cent;

Que sa population est d'environ trois mille âmes et que la majorité de ses propriétaires sont désireux d'être constitués en ville;

Que la Cité universitaire sera presque entièrement construite sur son territoire;

Que par suite de la contiguïté de son territoire à celui de la cité de Québec, de l'augmentation rapide de sa population et des constructions nombreuses qui s'y élèvent, il est devenu nécessaire pour assurer le bien-être de ses habitants que le dit territoire soit érigé en ville avec pouvoirs plus étendus en ce qui regarde le conseil, la construction, le zonage, l'esthétique, l'aqueduc et l'égout, l'enlèvement, de la neige et des vidanges, les avis et le fonds de roulement, ainsi que la légalisation des règlements de construction de rues et de trottoirs non soumis au peuple par referendum;

WHEREAS the corporation of the parish of Ste. Foy has, by its petition, represented: Preamble.

That it is governed by the Municipal Code and that none but the provisions thereof respecting rural corporations apply to it;

That the provisions of the said code have become insufficient for the proper administration of the territory under its jurisdiction;

That its population is urban in the proportion of ninety-five per centum;

That its population is of about three thousand souls and that the majority of its proprietors are desirous of having the municipality erected as a town;

That practically all of the "Cité Universitaire" will be built on its territory;

That because of the fact that its territory adjoins the city of Quebec, of the rapid increase of its population and of the great number of buildings under construction therein, it has become necessary, in order to assure the welfare of its inhabitants, that the said territory be erected as a town with more extensive powers as regards the council, construction, zoning, æsthetics, waterworks and sewer services; the removal of snow and garbage, notices, working fund, as well as the legalization of by-laws, respecting the making of streets and sidewalks which were not submitted to the ratepayers by referendum;

Que les dits règlements de construction de rues et de trottoirs sont appliqués actuellement et que le défaut de referendum crée un malaise auquel il ne peut être remédié que par une loi spéciale;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins susdites et qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans la dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le nom de Charte de la ville de Sainte-Foy.

Constitu-
tion.

2. Les habitants et contribuables de la municipalité de la paroisse de Sainte-Foy sont constitués en corporation de ville sous le nom de ville de Sainte-Foy.

Nom.

Disposi-
tions ap-
plicables.

3. La ville de Sainte-Foy sera régie par les dispositions de la Loi des cités et villes, chapitre 233, et ses amendements, des Statuts refondus de 1941, sauf en tant qu'elles peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

Succes-
sion.

4. La ville de Sainte-Foy telle que constituée par la présente loi succède et succédera aux droits, obligations, biens, privilèges, titres, créances et actions de la corporation de la paroisse de Sainte-Foy et la remplace à toutes fins que de droit.

Officiers
et em-
ployés.

5. Les officiers et employés municipaux actuels de la corporation de la paroisse de Sainte-Foy resteront en fonction jusqu'à leur démission, remplacement ou destitution par le conseil de la ville de Sainte-Foy.

Règle-
ments,
etc.

6. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisations, rôles d'évaluation, rôles de perception, billets, comptes de taxes, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, actuellement en vigueur, continueront d'avoir leur plein effet et resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés, exécutés ou accomplis, ou à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

That the said building by-laws respecting streets and sidewalks are now being applied and that the lack of referendum causes a feeling of unrest which can be remedied only by special legislation;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the Charter of the town of Ste. Foy. Short
title.

2. The inhabitants and ratepayers of the municipality of the parish of Ste. Foy are incorporated as a town under the name of "town of Ste. Foy." Incorpo-
ration.

Name.

3. The town shall be governed by the provisions of the Cities and Towns Act, chapter 233, and its amendments, of the Revised Statutes of 1941, save insofar as they may be inconsistent with the provisions of this act. Provisions
to apply.

4. The town of Ste. Foy as constituted by this act shall succeed to the rights, obligations, properties, privileges, titles, claims and actions of the corporation of the parish of Ste. Foy and shall replace it for all legal purposes. Succes-
sion.

5. The present municipal officers and employees of the corporation of the parish of Ste. Foy shall remain in office until their resignation, replacement or dismissal by the council of the town of Ste. Foy. Officers
and em-
ployees.

6. All by-laws, resolutions, procès-verbaux, assessment rolls, valuation rolls, collection rolls, notes, accounts for taxes, dues, debentures, lists, plans and other municipal acts and documents whatsoever, now in force, shall continue to have their full effect and shall remain in force until amended, annulled, repealed, executed or accomplished, unless they be inconsistent with the provisions of this act. By-laws,
etc.

Règle-
ments va-
lidés.

7. Tous les règlements dûment adoptés par le conseil de la corporation de la paroisse de Sainte-Foy concernant l'ouverture des rues, leur confection et leur entretien par les intéressés, et ceux concernant la construction des trottoirs et leur entretien par les intéressés, sont, en ce qui concerne le défaut de referendum et des procédures généralement requises, validés et légalisés.

Territoire
compris.

8. Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Sainte-Foy, borné au nord-est par la cité de Québec et la cité de Sillery, au sud-est par la cité de Québec, la cité de Sillery et le fleuve Saint-Laurent, au sud-ouest par la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, et au nord-ouest par la paroisse de l'Ancienne-Lorette, la paroisse de la Petite Rivière et la cité de Québec, et comprenant tous les lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, savoir:

Descrip-
tion.

Partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 125 avec le côté sud-ouest de la côte des Bell; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres, à savoir: le dit côté sud-ouest de la côte des Bell; vers le sud-ouest, le côté nord-ouest du boulevard de l'Entente et la cime du cap; vers le sud-est, les lignes nord-est des lots 120 et 127 cette dernière prolongée jusqu'à l'axe du chemin Gomin; l'axe du chemin Gomin jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 317; le dit prolongement et la dite ligne nord-est du lot 317, la ligne nord-est du lot 313-B et la ligne nord-est du lot 313; la ligne nord-ouest du lot 319 en allant vers le nord-est; une ligne brisée limitant au nord-est le lot 319; le côté nord-ouest du chemin du Cap-Rouge jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 320; le dit prolongement, le dite ligne nord-est du lot 320 et la ligne nord-est du lot 320A; une ligne traversant l'emprise du chemin de fer National Canadien jusqu'au point d'intersection de la cime du cap avec le côté sud-est de la dite emprise; la cime du cap en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 350; la dite ligne nord-est du lot 350

7. All by-laws duly passed by the council of the corporation of the parish of Ste. Foy respecting the opening of streets, their making and their maintenance by the parties concerned, and those respecting the making of sidewalks and their maintenance by the interested parties, are, with respect to the lack of a referendum and the proceedings generally required, validated and legalized.

By-laws
validated.

8. The present territory of the municipality of the parish of Ste. Foy bounded to the northeast by the city of Quebec, and the city of Sillery, to the southeast by the city of Quebec, the city of Sillery and the river St. Lawrence, to the southwest by the parish of St. Félix du Cap Rouge, and to the northwest by the parish of l'Ancienne Lorette, the parish of Petite Rivière and the city of Quebec and comprising all the lots of the official cadastre for the parish of Ste. Foy and their present and future subdivisions, and contained within the following limits, to wit:

Starting from the intersection point of the north-west line of lot 125 with the south-west side of Bell's hill; thence, passing successively by the following lines and bounds, to wit: the said south-west side of the Bell's hill; towards the south-west, the north-west side of boulevard de l'Entente and the summit of the cliff; towards the south-east, the north-east lines of lots 120 and 127, the latter extending to the middle of Gomin road; the middle of Gomin road to the extension of the north-east line of lot 317; the said extension and the said north-east line of lot 317 the north-east line of lot 313B and the north-east line of lot 313; the north-west line of lot 319 going towards the north-east; an irregular line limiting to the north-east lot 319; the north-west side of Cap Rouge road to the extension of the north-east line of lot 320, the said extension, the said north-east line of lot 320 and the north-east line of lot 320A; a line crossing the Canadian National railway right of way to the point of intersection of the summit of the cliff with the south-east side of the said right of way; the summit of the cliff going towards the south-west to the north-east line of lot 350; the said north-east line of lot

Territory
comprised.

Descrip-
tion.

et son prolongement jusqu'à l'axe du fleuve Saint-Laurent; le dit axe du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 373; le dit prolongement, la dite ligne sud-ouest du lot 373 et la ligne sud-ouest du lot 372; la ligne nord-ouest du lot 372 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1; la dite ligne sud-ouest du lot 1 et la ligne nord-ouest du même lot jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 2; la dite ligne sud-ouest du lot 2; l'axe du ruisseau la Scie limitant vers l'ouest les lots 2, 3 et une partie du lot 6; la ligne sud-ouest du lot 6 en allant vers le nord-ouest; une ligne limitant au nord-ouest les lots 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16; la ligne nord-est du lot 16; la ligne limitant au nord-ouest le lot 17 et une partie du lot 18; la ligne sud-ouest des lots 20 et 22; une ligne limitant au nord-ouest les lots 22, 23, 31, 32, 38, 39A, 39, 41 et 52; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest, nord-est et le nord-ouest le lot 53; la ligne nord-ouest des lots 65, 66 et 67; la ligne nord-est du lot 67; une ligne limitant au nord-ouest une partie du lot 68 et les lots 73, 74, 75, 83, 84, 88, 89, 90, 93, 94, 96, 98, 101C, 101B, 102 et 103; la ligne nord-est du lot 103; la ligne nord-ouest des lots 104, 105 et 106; la ligne nord-est du lot 106; la ligne nord-ouest du lot 107; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 108; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 109; la ligne nord-ouest du lot 110; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest, au nord-est et au nord-ouest, le lot 113; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 114; la ligne nord-ouest du lot 116; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 117; les lignes nord-est et nord-ouest du lot 118; la ligne nord-ouest du lot 119; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest, au sud-ouest et au nord-ouest, le lot 120; les lignes nord-ouest et nord-est du lot 121; une ligne brisée limitant au nord-ouest le lot 122; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 123; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest, le nord-est et le nord-ouest le lot 124 et enfin la ligne nord-ouest du lot 125 jusqu'au point de départ; ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, cours d'eau ou partie d'iceux ainsi que la partie du fleuve Saint-Laurent comprise dans les limites ci-dessus décrites.

350 and its extension to the middle of the St. Lawrence river; the said middle of the St. Lawrence river to the extension of the south-west line of lot 373; the said extension, the said south-west line of lot 373 and the south-west line of lot 372; the north-west line of lot 372 to the south-west line of lot 1; the said south-west line of lot 1 and the north-west line of the same lot to the south-west line of lot 2; the said south-west line of lot 2; the middle of "ruisseau la scie" bounding to the west lots 2, 3 and a part of lot 6; the south-west line of lot 6 going towards the north-west; a line bounding to the north-west lots 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 and 16; the north-east line of lot 16; the line bounding to the north-west lot 17 and part of lot 18; the south-west line of lots 20 and 22; a line bounding to the north-west lots 22, 23, 31, 32, 38, 39A, 39, 41 and 52; an irregular line bounding to the north-west, north-east and the north-west lot 53; the north-west line of lots 65, 66 and 67; the north-east line of lot 67; a line bounding to the north-west part of lot 68 and lots 73, 74, 75, 83, 84, 88, 89, 90, 93, 94, 96, 98, 101C, 101B, 102 and 103; the north-east line of lot 103; the north-west line of lots 104, 105 and 106; the north-east line of lot 106; the north-west line of lot 107; the south-west and north-west lines of lot 108; the south-west and north-west lines of lot 109; the north-west line of lot 110; an irregular line bounding to the north-west, to the north-east and to the north-west lot 113; the south-west and north-west lines of lot 114; the north-west line of lot 116; the south-west and north-west lines of lot 117; the north-east and north-west lines of lot 118; the north-west line of lot 119; an irregular line bounding towards the north-west, to the south-west and to the north-west, lot 120; the north-west and north-east lines of lot 121; an irregular line bounding to the north-west lot 122; the south-west and north-west lines of lot 123; an irregular line bounding towards the north-west, the north-east and the north-west lot 124 and finally the north-west line of lot 125 to the starting point; together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, intercourses or part thereof as well as that part of the St. Lawrence river comprised within the above described limits,

est érigé en une municipalité de ville sous le nom de ville de Sainte-Foy et la municipalité de la paroisse de Sainte-Foy cesse d'exister.

is erected as a town municipality under the name of town of Ste. Foy and the municipality of the parish of Ste. Foy shall cease to exist.

S.R.,
c. 233,
a. 22,
remp. pour
ville.

9. L'article 22 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Sainte-Foy, par le suivant:

9. Section 22 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Ste. Foy, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 22, re-
placed, for
town.

Première
séance.

"22. La première séance générale du conseil sera tenue à l'hôtel de ville le premier lundi qui suivra la sanction de la présente loi."

"22. The first general sitting of the council shall be held in the town hall on the first Monday following the sanction of this act."

First sit-
ting.

Vacance
dans la
charge de
maire.

10. Nonobstant les dispositions de l'article 56 de la Loi des cités et villes, s'il survient une vacance dans la charge de maire, avant le premier février 1950, le conseil devra, dans les huit jours qui suivent cette vacance, nommer un échevin à être choisi parmi les électeurs de la cité et procéder ensuite au choix d'un maire parmi les membres du conseil pour le reste du terme d'office.

10. Notwithstanding the provisions of section 56 of the Cities and Towns Act, if a vacancy occurs in the office of mayor, before the first of February, 1950, the council shall, within eight days following such vacancy, appoint an alderman to be chosen from among the electors of the town and then proceed to the choice of a mayor from among the members of the council for the remainder of the term of office.

Vacancy
in office
of mayor.

Id. dans
la charge
d'éche-
vin.

11. Nonobstant les dispositions de l'article 61 de la Loi des cités et villes, s'il survient une vacance dans la charge d'échevin, avant le premier février 1950, le conseil choisira un électeur pour remplir telle vacance pendant le reste du terme d'office.

11. Notwithstanding the provisions of section 61 of the Cities and Towns Act, if any vacancy occurs in the office of alderman before the first day of February, 1950, the council shall choose an elector to fill such vacancy during the remainder of the term of office.

Id., in
office of
alder-
man.

S.R.,
c. 233,
a. 47,
remp. pour
ville.

12. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Sainte-Foy, par le suivant:

12. Section 47 of the said act is replaced, for the town of Ste. Foy, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 47, re-
placed, for
town.

Composi-
tion.

"47. Le conseil de la ville est composé d'un maire et de six échevins élus en la manière ci-après prescrite:

"47. The town council shall be composed of a mayor and of six aldermen elected in the manner hereinafter prescribed:

Composi-
tion.

Conseil-
lers ac-
tuels.

Les conseillers actuels de la corporation de la paroisse de Sainte-Foy resteront en fonction pour former le conseil de la ville de Sainte-Foy.

The present councillors of the corporation of the parish of Ste. Foy shall remain in office to form the council of the town of Ste. Foy.

Present
council-
lers.

Élection.

Le premier jour juridique du mois de février 1950, il y aura élection et à cette première élection les trois échevins qui ont été élus en janvier 1948 sortiront de charge et les trois autres un an après cette première élection et ainsi de suite de manière qu'il soit élu trois échevins chaque année. Le maire élu en janvier 1949 restera en charge jusqu'à l'élection ayant

On the first juridical day of the month of February, 1950, an election shall be held and at such first election the three aldermen who were elected in January, 1948, shall leave office and the three others one year after such first election and so on in such a way that three aldermen shall be elected each year. The mayor elected in January, 1949, shall remain in office

Election.

lieu le premier jour juridique de février 1951."

until the election to be held on the first juridical day of February, 1951."

S.R., c. 233, a. 48, remp. pour ville.
13. L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Sainte-Foy, par le suivant:

R.S., c. 233, s. 48, replaced, for town.
13. Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Ste. Foy, by the following:

Maire.
"48. Le maire est élu pour deux années à la majorité des électeurs ayant voté."

Mayor.
"48. The mayor shall be elected for two years by the majority of the electors who have voted."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour ville.
14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en ajoutant après le paragraphe 32° de l'article 429, le paragraphe 32°a.

R.S., c. 233, s. 429, am. for town.
14. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by adding after paragraph 32 of section 429, the following paragraph 32a:

Règlements:
"32°a. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

By-laws:
"32a. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. Pour empêcher d'abattre, d'endommager ou de détruire les arbres plantés ou conservés pour l'ombre ou l'ornement, tant sur la voie publique que sur la propriété privée;

Tree protection;
1. To prevent the felling, damage or destruction of the trees planted or preserved for their shade or ornamental purposes, either on public roads or on private property;

Peupliers; Pour prohiber la plantation de peupliers et de saules, sur une lisière de terrain de vingt pieds le long des rues, réglementer la plantation de tous autres arbres le long des rues sur ladite lisière et décréter qu'aucune plantation d'arbres ne sera faite sans qu'au préalable un permis n'ait été obtenu de l'officier nommé par le conseil;

Poplars;
To prohibit the planting of poplars and willows, on a strip of land twenty feet wide along the streets, to regulate the planting of all other trees along the streets within the said strip and to decree that no planting of trees shall be made without first obtaining a permit from the officer appointed by the council;

Abus; 2. Pour prévenir ou faire cesser tous les abus préjudiciables à l'agriculture, au sujet desquels la loi ne contient aucune disposition;

Abuses;
2. To prevent or put a stop to all abuses prejudicial to agriculture, with respect to which the law makes no provisions;

Enclos publics. 3. Pour établir des enclos publics, afin d'y mettre en fourrière les animaux pris errants sur une grève, une batture, un chemin, une place publique, ou sur un terrain autre que celui de leurs propriétaires;"

Public enclosures.
3. To establish public enclosures, in order to impound animals caught wandering on beaches, flats, roads, public places or on lands other than those belonging to their owners;"

S.R., c. 233, a. 429a, aj. pour ville.
15. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en ajoutant après l'article 429, l'article suivant:

R.S., c. 233, s. 429a, added, for town.
15. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by adding after section 429, the following:

Billet d'assignation.
"429a. Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où la dite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au bureau du trésorier de la ville.

Notice of summons.
"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come, may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and deliver to the driver of the vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the office of the town treasurer.

Paiement
pour évi-
ter plain-
te.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au bureau du trésorier de la ville, et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de la dite amende et le reçu qui lui est donné par le trésorier, libèrent la dite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the town treasurer and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the treasurer, shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment
to avoid
complaint.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, il peut être porté une plainte contre elle conformément à la loi."

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him, according to law."

Com-
plaint.

S.R.,
c. 233,
a. 441a,
aj., pour
ville.

16. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en ajoutant après l'article 441, l'article suivant:

16. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by adding after section 441, the following:

S.R.,
c. 233,
s. 441a,
added,
for town.

Taxe d'a-
queduc,
etc.,

"441a. 1. Nonobstant l'article 441, une taxe équivalant à cinq pour cent du coût de la construction d'une extension des services d'aqueduc et d'égout pourra être imposée annuellement par la corporation sur tout lot pour lequel le propriétaire a requis et obtenu la dite extension après la date de la sanction de la présente loi.

"441a. 1. Notwithstanding section 441, a tax equal to five per cent of the cost of construction of an extension to the water-works and sewer services may be imposed annually by the corporation on any lot for which the owner has requested and obtained the said extension after the date of the sanction of this act.

Tax for
water-
works,
etc.

Imposi-
tion.

2. Subordonnement au paragraphe 3 de cet article, cette taxe pourra être imposée aussi longtemps que le revenu de la taxe pour la consommation de l'eau sur la dite extension n'atteint pas cinq pour cent du coût du prolongement des dits services, ou que le coût de ce prolongement n'a pas été remboursé à la corporation par la taxe de cinq pour cent annuellement, avec ou sans celle de la consommation pour l'eau, ainsi que ci-dessus pourvu.

2. Subject to subsection 3 of this section, such a tax may be imposed as long as the revenue of the tax for the water consumption of the said extension does not amount to five per cent of the cost of extending the said services, or until the cost of such extension is not reimbursed to the corporation through the five per cent annual tax, with or without the tax for water consumption, as hereinabove provided.

Imposi-
tion.

Acqué-
reur res-
ponsable.

3. Tout acquéreur d'une partie d'un lot grevé de la dite taxe, ainsi que son successeur, est responsable de la partie de la taxe de cinq pour cent proportionnellement à la grandeur de son lot comparée à celle du vendeur originaire, et ce, aussi longtemps que le revenu de la taxe pour la consommation de l'eau sur la dite extension n'atteint pas cinq pour cent du coût du prolongement des dits services, ou que le coût de la construction de l'extension n'a pas été remboursé à la corporation, ainsi que prescrit dans le paragraphe 2 du présent article.

3. Any person acquiring a portion of a lot burdened with said tax, as well as his successor, shall be responsible for the part of the five per cent tax in proportion to the size of his lot compared with that of the original vendor, as long as the revenue of the tax for water consumption of the said extension does not amount to five per cent of the cost of extending the said services, or until the cost of the extension is not reimbursed to the corporation, as prescribed in subsection 2 of this section.

Pur-
chaser re-
sponsible.

Déduction. 4. La corporation doit déduire chaque année du montant de la taxe de cinq pour cent, le montant que toute personne lui a payé pour la consommation de l'eau provenant de la dite extension.

Taxe divisée. Quand la taxe a été divisée de la manière prévue au paragraphe 3 du présent article, le montant payé pour consommation de l'eau par l'acquéreur d'une partie doit être appliquée d'abord à réduire le montant de la taxe payable par cet acquéreur.

Mention. 5. Le vendeur d'un lot sujet à la dite taxe doit faire mention du présent article dans tout acte transférant la propriété d'un lot et l'omission de cette mention libère l'acquéreur de sa responsabilité en ce qui regarde la dite taxe. Dans ce dernier cas, le vendeur en demeure responsable."

Réserve. 17. Nonobstant toute loi à effet contraire, la ville de Sainte-Foy n'est pas soumise à la Commission d'urbanisme de la cité de Québec.

S.R., c. 233, a. 485, remp. pour ville. 18. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en remplaçant l'article 485 par le suivant:

Évaluation annuelle. "485. Il est du devoir des estimateurs de faire, tous les trois ans, au temps et en la manière ordonnée par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la ville, suivant leur valeur réelle.

Fiches. Le conseil pourra ordonner que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du secrétaire-trésorier ou du greffier. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du secrétaire-trésorier.

Révision annuelle. Chaque année qu'il n'est pas fait un rôle d'évaluation, les estimateurs doivent faire une révision du rôle du temps et en la manière ordonnée par le conseil avec les mêmes avis et délais que pour la confection du rôle d'évaluation.

4. The corporation shall deduct each year from the amount of the five per cent tax, the amount paid to it by every person for the consumption of water coming from the said extension.

When the tax has been divided in the manner provided for in subsection 3 of this section, the amount paid for water consumption by the purchaser of a portion thereof shall be first applied to decrease the amount of the tax payable by such purchaser.

5. The vendor of a lot subject to the said tax shall mention the present section in any deed transferring the ownership of a lot and the omission of such mention shall release the purchaser of his responsibility concerning the said tax. In such event, the responsibility therefor rests with the vendor."

17. Notwithstanding any law to the contrary, the town of Ste. Foy shall not be subject to the Town-Planning Commission of the city of Quebec.

18. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by replacing section 485 by the following:

"485. It shall be the duty of the assessors to assess, every three years, at the time and in the manner ordered by the council, the taxable property of the town, according to its real value.

The town council may order that the valuation roll consist of reference cards or loose-leaves provided that on each of such reference cards or loose-leaves, the year of its preparation be inscribed under the initials of the secretary-treasurer or the clerk. When preparing a new roll, the reference cards or loose-leaves on which no change is made, may form part of the new roll provided mention thereof be made on each of them under the initials of the secretary-treasurer.

In each year when no valuation roll is made, the assessors shall make a revision of the roll at the time and in the manner prescribed by the council with the same notices and delays as for the making of the valuation roll.

Valeur
annuelle.

Les estimateurs font pareillement l'estimation de la valeur annuelle de ces biens et l'inscrivent au rôle dans une colonne distincte.

Locataires.

Ils entrent aussi sur le rôle les noms des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux.

Fixation
de sa va-
leur an-
nuelle.

Lorsque le loyer convenu pour une propriété n'en représente pas la valeur annuelle, les estimateurs portent au rôle la valeur annuelle véritable, qui seule sert de base à l'imposition de la taxe sur les locataires et occupants.

Propriétaire in-
connu.

Si le propriétaire d'un terrain est inconnu, les estimateurs écrivent le mot "inconnu" dans la colonne des noms de propriétaires, en regard de la désignation de ce terrain."

S.R.,
c. 233,
a. 500a,
aj. pour
ville.

19. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en ajoutant après l'article 500, l'article suivant:

Correc-
tion.

"**500a.** Si, après l'homologation du rôle d'évaluation, une erreur sérieuse est découverte dans le dit rôle, le conseil peut, sur rapport de ses estimateurs et après examen de la plainte de tout intéressé, ordonner par résolution la correction de cette erreur dans le dit rôle et dans le rôle général ou spécial de perception pour l'année alors courante, avec effet rétroactif à compter de la date de l'avis du trésorier à l'effet que le rôle général ou spécial de perception a été complété.

Avis.

Toutefois, aucune correction ne peut être faite avant qu'un avis d'au moins huit jours ait été donné à l'intéressé de la date à laquelle la correction projetée sera prise en considération par le conseil.

Objection.

Dans cet intervalle, tout intéressé croyant devoir s'opposer à la correction projetée peut donner un avis écrit au greffier contenant les motifs de sa plainte."

S.R.,
c. 233,
a. 504,
remp. pour
ville.

20. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en remplaçant l'article 504 par le suivant:

Appel:

"**504.** Il y a droit d'appel à la Cour de Circuit de comté ou de district ou à la Cour de magistrat:

The assessors shall also make the valuation of the annual value of such property, and enter it in the roll in a separate column.

Annual
value.

They shall also enter in the roll the names of all tenants and the amount of annual rent paid by each of them.

Tenants.

When the rent agreed upon for such property does not represent the annual value, the assessors shall enter on the valuation roll the real annual value, which alone shall serve as a basis for the imposition of the tax on tenants and occupants.

Deter-
mining
annual
value.

If the owner of any lot of land be unknown, the assessors shall insert the word "unknown", in the column of names of owners, opposite the description of such lot of land."

Owner
unknown.

19. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by adding after section 500, the following section:

S.R.,
c. 233,
s. 500a,
added, for
town.

"**500a.** If, after the valuation roll has been homologated, a serious error is discovered in the roll, the council may, on report from its assessors and after hearing the complaint of any interested person, order by resolution the correction of this error in the said roll and in the general or special collection roll for the then current year, with retroactive effect as from the date of a notice by the treasurer to the effect that the general or special collection roll has been completed.

Correc-
tion.

However, no correction may be made unless a notice of at least eight days has been given to the interested person of the date on which the proposed correction shall be given consideration by the council.

Notice.

Within such interval, anyone believing he has cause to object to the proposed correction may give written notice to the clerk, setting forth his reasons for complaint."

Objection.

20. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by replacing section 504 by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 504, re-
placed, for
town.

"**504.** An appeal shall lie to the county or district Circuit Court or to the Magistrate's Court:

Appeal:

Décision
du con-
seil;

1° De toute décision rendue par le conseil en vertu des articles 496, 497, 499, 500, 500a et 502, dans les trente jours à compter de cette décision, soit que le conseil l'ait rendue de son propre mouvement ou sur plainte ou requête produite en vertu de ces articles.

Plainte
négligée,
etc.

2° Du refus ou de la négligence du conseil de prendre en considération une plainte écrite, produite en vertu de l'article 495, ou une requête produite en vertu des articles 500, 500a ou 502, dans les trente jours qui suivent la séance à laquelle il devait en prendre connaissance."

Construc-
tions au-
torisées.

21. Nonobstant les dispositions de son règlement No 113, le conseil peut, par résolution, autoriser la construction d'édifices pour fins d'hospitalisation et d'éducation ayant un nombre d'étages supérieur à celui fixé par ledit règlement.

S.R.,
c. 233,
s. 522,
remplacé
pour
ville.

22. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en remplaçant l'article 522, par le suivant:

Terres en
culture.

"522. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes tant générales que spéciales.

Évalua-
tion.

Telle terre ne peut être évaluée à plus de cent dollars l'arpent si elle a une superficie de quinze arpents ou plus. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur, et dont la valeur n'excède pas trois mille dollars, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de la dite terre.

Lisière.

Cependant, la ville de Sainte-Foy pourra évaluer séparément, sur la même base que les autres lots à bâtir, une lisière n'excédant pas cent cinquante pieds de profondeur sur toutes les terres situées en bordure de tous les chemins ou rues, pour tous les lots non subdivisés.

Addition
au rôle.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été dé-

1. From any decision of the council under sections 496, 497, 499, 500, 500a and 502, within thirty days from such decision, whether the council rendered same of its own accord, or upon a complaint or petition filed under such sections;

Decision
of coun-
cil;

2. Whenever the council has neglected or refused to take cognizance of any written complaint made under section 495, or of a petition presented under sections 500, 500a or 502, within thirty days after the sitting at which it should have taken cognizance thereof."

Complaint
ignored,
etc.

21. Notwithstanding the provisions of its by-law No. 113, the council may, by resolution, authorize the construction of buildings for hospitalization or education purposes having a number of stories higher than the number fixed by the said by-law.

Construc-
tions au-
thorized.

22. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by replacing section 522, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 522, re-
placed, for
town.

"522. All land under cultivation or farmed or used as pasture land for cattle, as well as all uncleared land or timber lots within the municipality limits shall be taxed on a basis of not more than one per cent of the municipal valuation, including all taxes, both general and special.

Farm
lands.

Such land cannot be valued at more than one hundred dollars per arpent if it has an area of fifteen arpents or more. Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, the value whereof does not exceed three thousand dollars, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with the said land.

Valua-
tion.

However the town of Ste. Foy may value separately, on the same basis as other building lots, a strip not exceeding one hundred and fifty feet in depth on all the lands situated along all the roads or streets, for all unsubdivided lots.

Strip.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land

Addition
to roll.

tachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle."

which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the roll."

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604h, aj.,
pour ville.

23. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Sainte-Foy, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604h, add-
ed, for
town.

23. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Ste. Foy, by adding after section 604 thereof, the following subdivision and sections:

"§28a. Fonds de roulement

"§28a.—Working fund

Fonds de roulement. **"604a.** Dans le but de mettre à la disposition du conseil les deniers dont il peut avoir besoin pour faire face aux dépenses de la ville au cours d'un exercice en attendant la rentrée des fonds produits par les taxes ou par les licences, ou par d'autres revenus du même exercice, ou pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de fonds de roulement.

Working fund. **"604a.** With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licenses or other revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matter of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working fund".

Capital. **"604b.** Le capital de ce fonds est de vingt-cinq mille dollars et toute dépense effectuée à même le dit fonds doit être remboursée conformément aux dispositions des articles 604c et 604e. Le conseil pourra transporter du dit fonds les arrérages de taxes ou autres créances dûs à la ville à la fin de chaque année.

Capital. **"604b.** The capital of such fund shall be twenty-five thousand dollars and every expense incurred out of the said fund shall be reimbursed in accordance with the provisions of sections 604c and 604e. The council may transfer to the said fund the arrears of taxes or other claims due to the town at the end of each year.

Emprunts. **"604c.** Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra cependant être pour un terme excédant cinq ans et la résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée, conformément aux dispositions de la loi. Le prêt ne pourra pas se faire avant que la résolution autorisant l'emprunt ne soit approuvée au préalable par la Commission municipale de Québec.

Borrowing. **"604c.** The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes contemplated in the above-mentioned section 604a. However none of these loans shall be for a period exceeding five years and the resolution authorizing such loan shall determine in what manner its reimbursement shall be made, and in the event that the general revenues be insufficient to effect such reimbursement, a special tax shall be imposed in accordance with the provisions of law. The loan shall not be effected before the resolution authorizing the loan has been previously approved by the Quebec Municipal Commission.

Compte
spécial.

"604e. Au fur et à mesure de la conversion de ces créances en deniers par leur perception, le trésorier devra les porter à un compte spécial et le conseil pourra se servir des deniers de ce fonds pour acheter des obligations du Dominion, ou de la Province de Québec, ou de la ville, qui resteront à l'actif de ce compte et que le conseil pourra donner en garantie de tout emprunt qu'il pourra faire pour se procurer les deniers dont il pourra avoir besoin pour effectuer des avances suivant les dispositions du présent paragraphe.

"604e. As such claims are converted into money through their recovery, the treasurer shall enter them in a special account and the council may use the moneys of such fund to purchase bonds of the Dominion of Canada or of the Province of Quebec, or of the town, which shall remain credited to such account and which the council may give as security for any loan it may contract in order to obtain whatever moneys it may need to make advances under the provisions of this subdivision. Special account.

Forma-
tion.

"604f. La ville est autorisée à emprunter, pour former le capital initial de ce fonds, une somme de vingt-cinq mille dollars remboursable dans une période de quinze ans en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604f. To constitute the initial capital of such fund, the town is authorized to borrow a sum of twenty-five thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors, owners of taxable immoveable property, shall not be required. Formation.

Intérêts.

"604g. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

"604g. The interest on the working fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned. Interest.

Emploi.

"604h. Aucune partie du capital de ce fonds ne pourra être employée pour d'autres fins que celles mentionnées à l'article 604a ci-dessus."

"604h. No part of the capital of such fund shall be used for purposes other than those mentioned in the above section 604a." Use.

Permis de
construc-
tion.

24. Dans la ville de Sainte-Foy, aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

24. In the town of Ste. Foy, no building permit shall be granted unless the land on which each proposed building is to be erected, is a separate lot on the official plan of the cadastre or on a subdivisional plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code. Building permits.

"cons-
truction".

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction avec ses dépendances.

In the above provisions, the word "building" means a building with its dependencies. ing".

Restriction.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture.

The provisions of this section shall not apply to buildings, for agricultural purposes, on lands under cultivation. Exception.

Amende-
ments au-
torisés.

25. La ville est autorisée à amender sans référendum les règlements d'emprunts portant les Nos 66-68 aux fins de dégager des obligations imposées par lesdits règlements, les propriétaires de par-

25. The town is authorized to amend, without referendum, the loan by-laws bearing the Nos. 66-68 for the purpose of releasing from the obligations imposed by the said by-laws, the owners of parts or Amendments authorized.

ties ou de subdivisions de lots originairement sujets auxdits règlements et à imposer aux susdits propriétaires de parties ou de subdivision de lots une nouvelle taxe spéciale pour les améliorations dont ils bénéficient ou bénéficieront.

subdivisions of lots originally subject to said by-laws and to impose on the said owners of parts or of subdivisions of lots a new special tax for improvements by which they benefit or will benefit.

1943, c. 66,
ab.

26. La loi 7 George VI, chapitre 66, est abrogée.

26. The act 7 George VI, chapter 66, is repealed. 1943, c. 66,
repealed.

Entrée en
vigueur.

27. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

27. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.